

**CESSION DES PORTS
D'ALGER****ET DE DJENDJEN
AUX ÉMIRATIS****La concession
opérationnelle
à compter
de janvier 2009**

Les deux accords paraphés avant-hier soir à l'hôtel Sheraton par le président du groupe DP World, M. Ahmed Bin Sulayem, et MM. Abdelhak Bourouai et Mohamed Atman, respectivement directeurs généraux des Entreprises portuaires d'Alger et de Djendjen, entreront en vigueur en janvier 2009.

En vertu de ces accords, le groupe DP World bénéficiera, à parts égales avec chacune des deux entreprises algériennes, d'une concession de la gestion pour ces deux ports, et ce pour une durée de trente (30) années.

Le groupe émirati va investir dans un premier temps 108 millions de dollars, sur une durée de trois à quatre années.

Selon son premier responsable, le sultan Ahmed Bin Sulayem, ce «partenariat vise notamment la modernisation du terminal principal des conteneurs du port d'Alger et l'augmentation de sa capacité qui passera de 500 conteneurs par an actuellement à 800 conteneurs».

Aux termes des deux accords, deux sociétés mixtes verront le jour avec un capital commun de 50 % pour chaque partie.

Le président du groupe DP World s'est dit «satisfait» de la signature de ces deux accords, «d'autant que l'Algérie enregistre un essor économique sans précédent et dispose de tous les moyens matériels et humains».

Pour sa part, le ministre des Transports a rappelé que les négociations entre les deux parties, pour la réalisation de ce projet, ont débuté en 2005.

Il fera savoir «que cette coopération vise à développer les ports algériens et à les hisser au niveau du réseau portuaire et commercial mondial, l'Algérie constituant une zone de transit pour les pays africains et ceux de la rive nord de la Méditerranée».

Le premier responsable du département des transports a mis en exergue la nécessité de moderniser les ports algériens afin de pouvoir faire face à une concurrence étrangère féroce.

A propos de la protestation des animateurs de la Coordination nationale des syndicats des ports d'Algérie (CNSPA), il dira que «ce projet sera générateur d'emplois, tout en se félicitant de la collaboration entre responsables et partenaires sociaux».

Pour rappel, le CNSPA avait menacé de recourir à une grève, aujourd'hui, puis décidé quelques jours après son annulation.

Cette annulation est intervenue après l'intervention du secrétaire général de l'UGTA qui «s'est engagé, à prendre en charge les problèmes soulevés par les travailleurs».

A ce titre, une source proche du secrétariat national de l'UGTA nous a indiqué qu'à travers cet accord de partenariat, trois points importants avaient été paraphés par les parties concernées.

Il s'agit du respect de la législation en vigueur, des droits sociaux des travailleurs et de la sauvegarde de l'emploi.

Abder Bettache

**LES PARLEMENTAIRES VOTENT AUJOURD'HUI
LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE****Bouteflika s'offre le 3^e mandat**

C'est donc aujourd'hui mercredi que le Parlement algérien scellera, définitivement, le sort de la prochaine élection présidentielle d'avril 2009 avec la reconduction d'Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Etat.

Car c'est de cela qu'il s'agit en définitive par cette réunion des deux chambres (APN-Sénat) au palais des Nations, exactement comme cela se faisait sous la IV République en France avant que de Gaulle — idole de Bouteflika comme il l'avouera lui-même — n'instaurer le suffrage universel en 1958 ! En se prononçant, avec le verdict que l'on devine, sur

«le projet de la révision partielle et conjoncturelle», le Parlement ne fait, en fait, qu'exécuter l'acte I d'une révision «complète et durable» que Bouteflika projette pour fin 2009.

En gros, le projet qu'avalise le Parlement — à l'exception du RCD — contient deux choses : faire sauter le verrou de la limitation des mandats du fameux article 74 introduit par Zeroual en 1996 ainsi que la suppression de la fonction de chef du gouvernement à laquelle on substitue celle de Premier ministre. Avec délégation de certains pouvoirs à ce dernier.

Si Ahmed Ouyahia est d'ores et déjà assuré d'assumer ladite fonction, l'on croit savoir, en tout cas à se fier à des sources bien informées, qu'il sera secondé par un seul vice-Premier ministre qui échoira au FLN. Un homme du président, fort probablement Belkhadem ou même Tayeb Louh. Donc la mission sera de faire contre-poids à l'actuel chef du gouvernement.

Car cette révision est, également, l'aboutissement «d'après et fragiles» négociations au sommet entre les deux grands clans au pouvoir.

Kamel Amarni

GROUPES PARLEMENTAIRES DE L'ALLIANCE PRÉSIDENTIELLE**Chorfi, Daâdouaâ et Belkaïd
tentent de justifier leur position**

Les responsables de l'instance de coordination parlementaire des partis de l'Alliance présidentielle ont animé, hier, une conférence de presse au siège de l'Assemblée populaire nationale. Pour les présidents des groupes parlementaires du FLN, du RND et du MSP, le oui à la nouvelle Constitution consacrera les réformes.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les représentants de l'instance de coordination parlementaire des partis de l'Alliance présidentielle, structure regroupant les groupes du FLN, RND et MSP au sein de l'APN et du Sénat, ont vanté les bienfaits des nouvelles dispositions introduites par Bouteflika à la loi fondamentale du pays.

Layachi Daâdouaâ, du Front de libération nationale, s'est déclaré satisfait des mesures prises pour protéger les symboles de la nation algérienne et de la Révolution.

«Nul ne peut voter contre ces nouvelles mesures», a déclaré, sur un ton solennel, le président du groupe parlementaire du FLN à l'Assemblée. Le FLN, étant un des principaux symboles de la Révolution, ne risque-t-il pas d'être versé au patrimoine national ? Dans une réponse alambiquée, Layachi Daâdouaâ écartera cette éventualité. Pour justifier ses propos, il prendra comme référence



En rangs serrés.

l'article 172 de la Constitution. Article qui, soit dit en passant, est consacré à l'institution du Haut-Conseil islamique...

Miloud Chorfi, du Rassemblement national démocratique, s'est montré particulièrement virulent contre ceux qui s'opposent à la révision constitutionnelle, allusion faite, bien entendu, aux parlementaires du Rassemblement pour la culture et la démocratie.

«On ne s'étonne pas de voir une pseudo-opposition aller à l'encontre des réformes. Mais tout ceci n'est qu'un simple gémissement au fond d'un oued», affirmera Miloud Chorfi. Et il estime que c'est fort de la «légitimité populaire» que le Parlement adoptera aujourd'hui la nouvelle Constitution. La «légitimité populaire» étant un bien

grand mot puisque l'actuelle Assemblée a été élue par moins du tiers de l'électorat. Une précision qui mettra dans la gêne les conférenciers.

Pour sa part, Abdelaziz Belkaïd, du Mouvement de la société pour la paix, s'est fait discret lors de

cette conférence de presse.

Dans une déclaration liminaire, il s'est juste contenté de dire que le majliss echoura (conseil consultatif) du MSP s'est prononcé pour la révision de la Constitution.

T. H.

**GROUPE DES INDÉPENDANTS
Un «oui» clairement affiché**

Le président du groupe parlementaire des indépendants à l'Assemblée a animé, hier matin, une conférence de presse.

Une rencontre avec les médias plutôt expéditive. Juste le temps pour Kheiredine Ghodbane de réitérer la position de son groupe en faveur de la révision constitutionnelle.

Il se permettra même de dénoncer les parlementaires qui ont exigé la formule du vote à bulletin secret pour l'adoption du texte de loi portant révision de la Constitution.

«Nous sommes contre le bulletin secret. Et si cette formule est retenue, nous voterons quand même à main levée», dira le président de ce groupe.

T. H.